

MINISTÈRE DE LA SANTÉ PUBLIQUE  
ET DE LA FAMILLE

13 NOVEMBRE 1984. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 1er juillet 1982 portant nominations au sein de la commission consultative prévue à l'article 6 de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la préparation et à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation

Le Secrétaire d'Etat à la Santé publique et à l'Environnement,

Vu la loi du 25 mars 1964 sur les médicaments, notamment l'article 6, alinéa 1er, modifié par la loi du 21 juin 1983;

Vu l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la préparation et à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation, notamment l'article 7, modifié par l'arrêté royal du 21 février 1967;

Vu l'arrêté ministériel du 1er juillet 1982 portant nominations au sein de la Commission Consultative prévue à l'article 6 de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la préparation et à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation;

Vu la proposition du Ministre des Affaires Economiques;

Considérant que les membres représentant l'administration de l'industrie n'appartiennent plus au service concerné; qu'il convient donc de nommer des remplaçants en vue d'achever les mandats en cours,

Arrête :

**Article unique.** L'article 1er, 10°, de l'arrêté ministériel du 1er juillet 1982 portant nominations au sein de la commission consultative prévue à l'article 6 de l'arrêté royal du 6 juin 1960 relatif à la fabrication, à la préparation et à la distribution en gros des médicaments et à leur dispensation, est remplacé par la disposition suivante :

« 10° en tant que fonctionnaire appartenant à l'administration de l'industrie :

Membre effectif :  
M. Parmentier, J.;  
Membre suppléant :  
M. Desmons, C.; »

Bruxelles, le 13 novembre 1984.

F. AERTS

MINISTERIE VAN VOLKSGEZONDHEID  
EN VAN HET GEZIN

13 NOVEMBER 1984. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 1 juli 1982 houdende benoemingen bij de commissie van advies bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de bereiding en distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen.

De Staatssecretaris voor Volksgezondheid en Leefmilieu,

Gelet op de wet van 25 maart 1964 op de geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 6, eerste lid, gewijzigd bij de wet van 21 juni 1983;

Gelet op het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de bereiding en distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen, inzonderheid op artikel 7, gewijzigd door het koninklijk besluit van 21 februari 1967;

Gelet op het ministerieel besluit van 1 juli 1982 houdende benoemingen bij de Commissie van Advies bedoeld bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de bereiding en distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen;

Gelet op het voorstel van de Minister van Economische Zaken;

Overwegende dat de leden die het bestuur van de nijverheid vertegenwoordigen niet meer tot de betreffende dienst behoren; dat het derhalve aangewezen is plaatsvervangers te benoemen ten einde de lopende mandaten te beëindigen,

Besluit :

**Enig artikel.** Artikel 1, 10° van het ministerieel besluit van 1 juli 1982 houdende benoemingen in de schoot van de bij artikel 6 van het koninklijk besluit van 6 juni 1960 betreffende de fabricage, de bereiding en distributie in het groot en de terhandstelling van geneesmiddelen, voorziene commissie van advies, wordt vervangen door volgende beschikking :

« 10° als ambtenaar behorende tot het bestuur van de nijverheid :

Effectief lid :  
M. Parmentier, J.;  
Plaatsvervangend lid :  
M. Desmons, C.; »

Brussel, 13 november 1984.

F. AERTS

EXÉCUTIFS — EXECUTIEVEN

COMMUNAUTE FRANÇAISE

17 JANVIER 1984

Arrêté de l'Exécutif fixant la procédure de constitution du conseil pédagogique et du conseil d'administration de l'École supérieure des Arts plastiques et visuels de l'État à Mons

Nous, Exécutif de la Communauté française,

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 26 juin 1982 portant règlement de son fonctionnement;

Vu l'arrêté de l'Exécutif du 21 septembre 1983 fixant le Règlement organique de l'École supérieure des Arts plastiques et visuels de l'État à Mons et notamment l'article 3, § 3,

Arrêtons :

**Article 1er.** Le mandat des vice-président et membres élus ou désignés du Conseil d'administration et du Conseil pédagogique ainsi que du secrétaire du Conseil pédagogique prend cours au 1er octobre suivant la date de leur élection ou désignation, sauf remplacement en cours de mandat.

Ils doivent posséder dès le premier jour de ce mandat la qualité qui les rend éligibles.

A titre exceptionnel, en 1984, le mandat des vice-président et membres précités prendra cours dès le jour où il aura été pourvu à l'ensemble des élections et désignations de toutes les personnes appelées à siéger au conseil d'administration et au conseil pédagogique.

Le mandat de ces différentes personnes viendra à expiration, selon le cas, le 1er octobre 1985 ou le 1er octobre 1987.

**Art. 2.** Les élections ont lieu au vote secret. Pour pouvoir procéder à une élection, la présence d'au moins la moitié des membres de l'Assemblée est requise.

Si la condition visée à l'alinéa précédent du présent article n'est pas remplie, le directeur reporte le ou les vote(s) à la séance suivante convoquée explicitement à cette fin, les votes étant alors valables quel que soit le nombre de présents.

**Art. 3. § 1er.** Le directeur, président du conseil pédagogique de l'établissement, convoque les membres du conseil pédagogique. Le directeur inscrit obligatoirement à l'ordre du jour de la première séance l'élection du vice-président et la désignation du secrétaire du conseil pédagogique ainsi que l'élection des quatre membres appelés à représenter le conseil pédagogique au sein du conseil d'administration.

§ 2. Les membres sont convoqués par pli envoyé à chacun d'eux au moins 10 jours avant la réunion ainsi que par l'affichage aux valves.

§ 3. Ont la qualité de membres du conseil pédagogique, les personnes désignées à l'article 10, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le Règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons.

— sont éligibles en qualité de vice-président ainsi que de membres représentant le conseil pédagogique au sein du conseil d'administration, les membres du personnel enseignant de l'établissement nommés à titre définitif ou stagiaire;

— peut être désignée en qualité de secrétaire du conseil pédagogique toute personne visée à l'article 10, § 1er de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le Règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons.

**Art. 4. § 1er.** Le vice-président du conseil pédagogique est élu à la majorité simple des membres présents.

§ 2. Chaque membre du conseil pédagogique présent émet un vote en faveur de quatre membres du personnel enseignant nommés à titre définitif ou stagiaire qu'il estime pouvoir assumer le mandat de représentant du conseil pédagogique au sein du conseil d'administration. Il les classe par ordre de préférence en attribuant 4 points au 1er, 3 points au 2e, 2 au 3e et 1 au 4e.

§ 3. Les quatre personnes qui, au décompte des suffrages, auront obtenu le plus grand nombre de points seront désignées comme membres du conseil d'administration au sens de l'article 2, c) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le Règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons.

§ 4. Le secrétaire du conseil pédagogique est désigné à la majorité simple des suffrages.

**Art. 5.** Chacun des représentants du personnel administratif et du personnel de maîtrise, gens de métier et de service du conseil d'administration est élu à la majorité simple par les membres du personnel de la catégorie dont il fait partie. Lors de la première élection l'un de ces deux représentants désigné par le sort verra son

mandat limité à une durée de deux ans. Il est rappelé qu'à défaut de personnel nommé à titre définitif ou stagiaire il pourra être fait appel pour ces deux mandats à du personnel temporaire.

La convocation des électeurs a lieu selon les mêmes formes que celles prévues à l'article 3, § 2 du présent arrêté.

**Art. 6.** Tous les élèves réguliers de l'établissement sont invités par le directeur à se réunir en assemblée générale pour procéder à l'élection de leurs représentants au conseil d'administration.

Chaque participant à cette assemblée émet un vote de préférence de deux étudiants qui auront accompli deux années d'études au moins dans l'établissement et qu'il estime pouvoir représenter les étudiants au conseil d'administration. Le directeur les classe par ordre de préférence en attribuant deux points au 1er et un point au 2e.

Les deux candidats qui, au décompte des suffrages, ont obtenu le plus grand nombre de points sont désignés comme membres du conseil d'administration au sens de l'article 2, f) de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le Règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons.

**Art. 7.** Les membres du personnel enseignant représentant les organisations syndicales sont désignés par le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française sur propositions des organisations syndicales concernées.

**Art. 8.** Dès que les membres visés aux points c), d), e) et f) de l'article 2 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le Règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons auront été élus ou désignés, ceux-ci se réuniront par groupes correspondant aux quatre catégories visées à ces différents points pour présenter au choix du Ministre de l'Enseignement de la Communauté française deux personnalités qui, à leur estime, sont notoirement connues des milieux culturels et artistiques. Les noms et qualités des personnalités ainsi présentées seront proposées par le directeur au choix du Ministre de l'Enseignement de la Communauté française.

**Art. 9.** Il revient au directeur de l'établissement de veiller à la régularité des différentes procédures prévues par le présent arrêté et de signaler, le cas échéant au Ministre de l'Enseignement de la Communauté française, dans le délai le plus bref, toute décision qu'il jugerait contraire aux lois et règlements conformément à l'article 8 de l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant le Règlement organique de l'Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat à Mons.

**Art. 10.** Le directeur général des services pour la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 17 janvier 1984.

Pour l'Exécutif de la Communauté française,  
Le Ministre de l'Enseignement de la Communauté française,

R. URBAIN

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAP

17 JANUARI 1984

Besluit van de Executieve tot vaststelling van de procedure voor de samenstelling van de pedagogische raad en de raad van beheer van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen

Wij, Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op het besluit van de Executieve van 26 juni 1982 tot regeling van haar werking;

Gelet op het besluit van de Executieve van 21 september 1983 houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen, inzonderheid op artikel 3, § 3,

Besluiten :

**Artikel 1.** Het mandaat van de ondervoorzitter en van de verkozen of aangestelde leden van de raad van beheer en van de pedagogische raad en dat van de secretaris van de pedagogische raad gaat in op de 1e oktober volgend op de datum waarop ze verkozen of aangesteld zijn behoudens bij vervanging van een persoon tijdens een mandaat.

Vanaf de eerste dag van dit mandaat moeten ze in de hoedanigheid zijn om verkozen te worden.

In 1984 zal het mandaat van de genoemde ondervoorzitter en leden bij uitzondering ingaan op de dag waarop alle personen die in de raad van beheer en in de pedagogische raad zitting hebben, verkozen of aangesteld zijn.

Het mandaat van voornoemde personen zal respectievelijk op 1 oktober 1985 of op 1 oktober 1987 verstrijken.

**Art. 2.** De verkiezingen gebeuren bij geheime stemming. Om tot een verkiezing te kunnen overgaan, is de aanwezigheid van ten minste de helft van de leden van de vergadering vereist.

Indien de voorwaarde bepaald in het eerste lid van dit artikel niet is vervuld, verdaagt de directeur de stemming(en) tot de volgende vergadering die uitdrukkelijk te dien einde wordt bijeengeroepen. De stemmingen zijn dan geldig ongeacht het aantal aanwezigen.

**Art. 3. § 1.** De directeur, voorzitter van de pedagogische raad van de inrichting, roept de leden van de pedagogische raad bijeen. Op de agenda van de eerste vergadering moet de directeur de verkiezing van de ondervoorzitter en de aanstelling van de secretaris van de pedagogische raad inschrijven alsook de verkiezing van de vier leden, die als vertegenwoordigers van de pedagogische raad in de raad van beheer zitting hebben.

§ 2. De leden worden bijeengeroepen door middel van een schrijven dat ieder van hen ten minste tien dagen voor de vergadering wordt toegestuurd en door bekendmaking op het mededelingenbord.

§ 3. Zijn lid van de pedagogische raad de personen bedoeld in artikel 10, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen.

— als ondervoorzitter of vertegenwoordiger van de pedagogische raad bij de raad van beheer kunnen worden verkozen, vastbenoemde of stagedoende leden van het onderwijzend personeel van de inrichting.

— als secretaris van de pedagogische raad kan worden aangesteld elke persoon bedoeld bij artikel 10, § 1, van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen.

**Art. 4.** De ondervoorzitter van de pedagogische raad wordt bij gewone meerderheid der stemmen door de aanwezige leden verkozen.

§ 2. Elk aanwezig lid van de pedagogische raad brengt een stem uit ten voordele van vier vastbenoemde of stagedoende leden van het onderwijzend personeel die hij bekwaam acht het mandaat van vertegenwoordiger van de pedagogische raad bij de raad van beheer uit te oefenen. Hij rangschikt ze in volgorde van voorkeur door 4 punten toe te kennen aan de eerste, 3 punten aan de tweede, 2 punten aan de derde en één punt aan de vierde.

§ 3. De vier personen die na het tellen van de stemmen het grootste aantal punten behalen worden aangesteld als lid van de raad van beheer volgens artikel 2, c) van het besluit van de Franse Gemeenschap houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen.

§ 4. De secretaris van de pedagogische raad wordt bij gewone meerderheid van de stemmen aangesteld.

**Art. 5.** De vertegenwoordigers van het administratief personeel en van het meesters-, vak- en dienstpessoel worden bij gewone meerderheid van stemmen verkozen door de personeelsleden van de categorie waartoe ze behoren.

Bij de eerste verkiezing wordt het mandaat van één der beide vertegenwoordigers die door loting wordt aangewezen tot de duur van twee jaar beperkt. Er wordt aan herinnerd dat bij gebrek aan vastbenoemde of stagedoende personeelsleden voor die twee mandaten een beroep kan worden gedaan op tijdelijk personeel.

De uitnodiging van de kiezers gebeurt op de wijze vastgesteld bij artikel 3, § 2 van dit besluit.

**Art. 6.** Alle regelmatige leerlingen van de inrichting worden door de directeur in algemene vergadering bijeengeroepen om tot de verkiezing van hun vertegenwoordigers bij de raad van beheer over te gaan.

Elke deelnemer aan die vergadering brengt een voorkeurstem uit op twee studenten die ten minste twee studiejaar aan de inrichting hebben voltooid en die hij bekwaam acht om de studenten bij de raad van beheer te vertegenwoordigen.

De directeur rangschikt ze in volgorde van voorkeur door twee punten aan de eerste en één punt aan de tweede toe te kennen.

De twee kandidaten die na de telling van de stemmen het grootste aantal stemmen hebben behaald, worden aangesteld als lid van de raad van beheer volgens artikel 2, f) van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen.

**Art. 7.** De leden van het onderwijzend personeel die de vakverenigingen vertegenwoordigen, worden, op de voordracht van de betrokken vakverenigingen door de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap aangesteld.

**Art. 8.** De leden bedoeld *sub c), d), e) en f)* van artikel 2 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen komen, na hun verkiezing of aanstelling, bijeen in groepen die overeenstemmen met de hogerbedoelde vier categorieën om aan de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap de mogelijkheid te bieden, te kiezen tussen twee vooraanstaande persoonlijkheden die door hem werden aangeduid op grond van hun bekendheid in culturele en artistieke kringen. De namen en de hoedanigheden van de aldus voorgedragen persoonlijkheden zullen door de directeur aan de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap worden meegedeeld.

**Art. 9.** De directeur van de inrichting zal waken over het regelmatig verloop van de verschillende procedures bepaald in dit besluit. Hij zal, eventueel en zo spoedig mogelijk, de aandacht van de Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap vestigen op elke beslissing die hij tegenstrijdig acht met de wetten en de reglementen, overeenkomstig artikel 8 van het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap houdende het organiek reglement van de « Ecole supérieure des Arts plastiques et visuels de l'Etat » te Bergen.

**Art. 10.** De directeur generaal van de Culturele diensten is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 17 januari 1984.

Voor de Executieve van de Franse Gemeenschap,  
De Minister van Onderwijs van de Franse Gemeenschap,

R. URBAIN

#### VLAAMSE GEMEENSCHAP

##### Provincie Antwerpen. — Begrotingswijzigingen. — Hervorming

Bij besluit d.d. 21 december 1984 werden de begrotingswijzigingen nrs. 1 en A, van de stad Antwerpen voor het dienstjaar 1984 hervormd in de buitengewone dienst.

##### Provincie West-Vlaanderen. — Lening. — Goedkeuring

Bij besluit d.d. 27 december 1984 werd goedgekeurd het besluit van de bestendige deputatie van de provincieraad van West-Vlaanderen d.d. 8 november 1984, houdende vaststelling van de opneemingsvoorwaarden van een lening van 10 000 000 frank.

##### Roeselare. — Gemeentegoederen. — Verwerving. — Goedkeuring

Bij besluit d.d. 17 december 1984 werd goedgekeurd het besluit van de gemeenteraad van Roeselare d.d. 14 mei 1984 strekkende tot de kosteloze verwerving van wegen in de verkavelingen « Moriaanstraat », « Parkstraat » en « Ardooiesteenweg ».

##### Herentals

##### Gemeentegoederen. — Verwerving. — Niet-goedkeuring

Bij besluit d.d. 28 december 1984 werden niet goedgekeurd de besluiten van de gemeenteraad van Herentals d.d. 9 januari 1984 en 27 augustus 1984 houdende de verwerving van gebouwen en grond « Sancta Maria ».